



management and awareness-raising mechanisms compromises public health and the institution's image. Its objective was to analyze how environmental communication can strengthen eco-citizen engagement and promote the sustainable governance of plastic waste. Guided by the quantitative method, the instruments that proved essential for data collection and processing were participant observation, a questionnaire survey of 110 subjects, mostly students, a literature review, and statistical analysis using SPSS software. The results revealed a widespread lack of awareness of the issues (Tables 3 and 5), institutional communication deemed insufficient (Table 6), disorganized plastic waste management (Table 7), and low participation in environmental activities (Table 8). These findings confirmed the initial hypothesis and highlighted that environmental communication constitutes a strategic lever for changing behaviors. The study highlighted the central role of students and recommended the implementation of a structured communication and participatory plastic waste management plan. This would contribute to achieving Sustainable Development Goals 12 and 13.

**Keywords:** Environmental communication, Eco-citizenship, Plastic pollution, University governance, Awareness-raising.

## 1. Introduction et contexte

La gestion des déchets publics constitue un enjeu mondial complexe, marqué par des défis persistants en matière de sensibilisation des populations. A l'échelle globale, plus de 2,6 milliards de personnes ne bénéficient pas de services d'assainissement de base (Auddouin. *et al.*, 2010), ce qui entraîne près de 5 millions de décès annuels liés à l'eau contaminée (Idem). La pollution plastique, quant à elle, représente l'un des défis environnementaux les plus préoccupants. Plus de 300 millions des tonnes de déchets plastiques sont produites chaque année, dont une part significative finie dans les océans, les sols et les espaces publics, qui compromet la santé des écosystèmes et des populations humaines (VILLE PROPRE Service, 2023). Ce phénomène, qui touche aussi bien les grandes métropoles que les villes secondaires, n'épargne pas les intuitions universitaires, pourtant considérées comme des lieux de savoir, de responsabilité sociale et de transformation des comportements. Pour madame Inger Andersen, « notre façon de produire, d'utiliser et d'éliminer les plastiques pollue les écosystèmes, crée des risques pour la santé humaine et déstabilise le climat » (PNUE,2023). Face à cette crise écologique, la communication environnementale s'est affirmée comme un champ stratégique de médiation entre le savoir scientifiques, les institutions et les citoyens. En France, Jean Dorst (1965) alertait déjà dès 1965 sur les effets destructeurs des activités humaines sur les milieux naturels et plaideait pour une réconciliation entre l'homme et la nature. Ces réflexions ont contribué à l'émergence d'une communication environnementale institutionnalisée, notamment à partir du sommet de la terre de Rio en 1992, avec l'adoption de l'Agenda 21 et la reconnaissance du développement durable comme objectif global. Dans cette perspective, Libaert T.(2016), insiste sur le fait que cette discipline ne saurait se réduire à une simple transmission d'information. Elle doit plutôt être pensée comme une véritable stratégie de d'influence et de mobilisation, intégrant les dimensions cognitives, affectives et comportementales de la perception de message. Ce qui transformerait les représentations sociales et les pratiques écologiques. En Afrique, cette discipline reste encore marginale, souvent réduite à des campagnes ponctuelles, peu coordonnées et rarement évaluées. Oumar Kane (2016) la définit comme un processus de médiation entre les savoirs scientifiques, les institutions et les citoyens, visant à construire une gouvernance environnementale participative, laquelle ne peut se réaliser sans l'implication effective de la communauté universitaire. En République Démocratique du Congo (RDC), la situation est tout aussi préoccupante. Malgré l'existence des cadres de références, la gestion des déchets plastiques reste largement informelle, fragmentée et inefficace. Les villes comme Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi et tant d'autres sont confrontées à une accumulation massive des déchets plastiques dans les

espaces publics, les marchés et les établissements scolaires et universitaires. Furaha Sarah (2021), observe que « l'absence des structures fonctionnelles pour la collecte et l'évacuation des ordures dans la plupart des villes et entreprises entraîne des décharges sauvages et incontrôlées dans les espaces publics, les rues et les cours d'eaux ». De son côté, SANE cité par OULAI JC., (2016), souligne que la « la collecte et l'élimination des déchets solides dans les villes du tiers monde constituent la plus grande difficulté que rencontrent les autorités locales ». Ces constats vont à l'encontre de la loi n°11/009 portant sur la protection de l'environnement en RDC (Ministère de l'Environnement, 2011), dont l'article 28 stipule que l'État et les entités territoriales doivent adopter des stratégies intégrées de conservation et de gestion durable des ressources en terre. A l'échelle local, l'université de Bunia (UNIBU) illustre les tensions entre développement académique et responsabilité environnementale. La pollution plastique y est devenue une réalité quotidienne révélatrice des lacunes institutionnelles et d'un faible niveau d'engagement citoyen. L'éco-citoyenneté, concept développé par Pierre Rosanvallon (2000), renvoie à l'implication active des individus dans la préservation de leur environnement, reposant sur des facteurs cognitifs et normatifs tels que la connaissance des enjeux, le sentiment d'efficacité personnelle et la perception des normes sociales. En milieu universitaire, cet engagement devrait se traduire par des pratiques responsables, une participation aux initiatives vertes et une vigilance critique vis-à-vis des politiques institutionnelles. Or l'Université de Bunia (UNIBU) se caractérise par l'accumulation des sachets, bouteilles, emballages et autres résidus sur la cours, dans la salle polyvalente, dans les auditoires et dans l'espace vert, révélant l'absence des dispositifs formels de collecte et de recyclage. Traoré K., (2007), observe que « l'absence d'un programme cohérent d'éducation environnementale et de sensibilisation engageante limite la portée de la gestion durable des déchets ». Les campagnes de sensibilisation menées par des partenaires extérieurs sont sporadiques et peu soutenues par les autorités universitaires, tandis que les étudiants, enseignants et personnels administratifs ne sont pas suffisamment informés des politiques et mécanismes de gestion durable. Les auditoires, censés être des lieux de transmission du savoir, deviennent ainsi des espaces insalubres, exposant les apprenants à des risques sanitaires et compromettant l'image de l'institution. En égard à cette situation, une interrogation centrale se pose : comment la communication environnementale peut-elle contribuer à renforcer l'engagement éco-citoyen et améliorer la gestion des déchets plastiques en milieu universitaire ? Deux préoccupations spécifiques en découlent : quels sont les facteurs explicatifs de l'accumulation des déchets plastiques dans l'enceinte de l'université de Bunia ? En quoi la communication environnementale peut-elle favoriser une gestion durable et participative des déchets plastiques ? L'étude postule que cette accumulation résulte non seulement d'un déficit structurel, mais également d'un manque de sensibilisation. En favorisant la diffusion des messages écologiques et en impliquant les étudiants, les enseignants et le personnel administratif, la communication environnementale peut agir comme levier de transformation des comportements et de consolidation de la gouvernance écologique durable en milieu académique. Ainsi, ce travail est une volonté de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement et Durable, notamment l'ODD 12 (consommation et production responsables) et l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques), en mobilisant la communication comme outils stratégique de transition environnementale et de responsabilisation citoyenne.

## 2. Cadre de référence conceptuelle

Le cadre conceptuel de cette recherche s'articule autour de quatre concepts fondamentales. Il s'agit de la communication environnementale, le comportement éco-citoyen, la sensibilisation et la gestion des déchets. Issus des disciplines convergentes, ces cadres permettent d'analyser les dynamiques de mobilisation, de responsabilisation et de transmission des pratiques en contexte académiques.

## **2.1. Communication environnementale**

La communication environnementale est un ensemble de pratiques discursives, médiatiques et relationnelles visant à informer, sensibiliser et mobiliser le public au tour des enjeux écologiques contemporains. Elle s'inscrit dans une logique de médiation entre savoirs scientifiques, les institutions et les citoyens, comme le souligne Oumar KANE (*Op.cit.*) et ne s'aurait se réduire en une simple transmission d'information mais doit plutôt être pensée comme une stratégie d'influence et de mobilisation intégrant les dimensions cognitives, affectives et comportementale de la réception du message (LIBAERT, 2016). Pour Catellani, A., & Vigouroux, B. J., la communication environnementale englobe les formes de communication interpersonnelle, de groupe, publique, organisationnelle et médiatisée qui alimentent le débat social sur notre relation avec la nature (Castellani. A. et al, 2019) °. Historiquement, cette discipline s'est structurée à partir de 1960 avec des jalons fondateurs tels que *Printemps silencieux* de Rachel Carton (1963) et avant que la nature ne meure de Jean Dorest (*Op Cit*) avant de s'institutionnaliser au sommet de la terre de Rio en 1992. Dans le cadre de ce travail, la communication environnementale est envisagée comme un levier de transformation sociale, capable de modifier les représentations et les pratiques liées à la gestion des déchets plastiques en milieu universitaire.

## **2.2. Comportement éco-citoyen**

Le comportement éco-citoyen renvoie à une posture active et responsable du citoyen vis-à-vis des enjeux environnementaux. Il s'agit d'une participation volontaire, informée et éthique à la préservation de l'environnement, fondée sur une conscience de l'interdépendance entre les gestes individuels et la santé des écosystèmes. Ce concept s'est consolidé dans les années 1990 avec les travaux de Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois (2002) sur la psychologie de l'engagement, qui démontre que l'acte librement consenti favorise la cohérence entre les attitudes et le comportement. L'éco-citoyenneté, selon Dominique Bourg (2010) constitue une nouvelle forme de citoyenneté élargie, fondée sur la reconnaissance des limites planétaires et la responsabilité collective. Ainsi, l'éco-citoyenneté ici par les pratiques tels que le tri des déchets, la réduction de la consommation plastique et la participation aux initiatives vertes.

## **2.3. Sensibilisation**

La sensibilisation est abordée comme un processus dialogique et inclusif visant à éveiller la conscience, à informer et mobiliser les individus autour d'un enjeu environnemental. Elle ne se limite pas à la diffusion des normes, mais cherche à provoquer une transformation des représentations et à construire un imaginaire collectif de durabilité. Thierry LIBAERT (*Op cit*) insiste sur son rôle stratégique dans la modification des comportements en soulignant qu'elle doit s'ancrer dans les réalités culturelles et sociales des publics cibles. C'est pourquoi, elle est envisagée comme un vecteur de changement capable de renforcer l'engagement éco-citoyen et de favoriser une gestion responsable des déchets plastiques.

## **2.4. Gestion des déchets**

La gestion des déchets désigne l'ensemble des opérations visant à réduire, collecter, trier, traiter et valoriser les déchets issus de matières plastiques, dans une perspective de durabilité environnementale. Elle mobilise des pratiques techniques (prévention, réutilisation, recyclage, valorisation énergétique), des dispositifs institutionnels (réglementation et infrastructure) et des comportements individuels responsables. En milieu universitaire, elle suppose l'existence d'une politique claire, des moyens logistiques adaptés et une culture de la salubrité partagée. L'absence de ces éléments comme observé à l'université de Bunia, entraîne une accumulation des déchets, une accumulation des cadres d'apprentissage et une exposition accrue aux risques sanitaires.

### **3. Cadre méthodologique**

La présente étude repose sur une démarche méthodologique quantitative. Elle visant à objectiver les phénomènes liés à la communication environnementale et a l'engagement éco-citoyen face à la pollution plastique en milieu universitaire. Cette démarche a permis de mesurer, à travers des indicateurs statistiques, les niveaux de sensibilisation, les attitudes et les comportements des membres de la communauté universitaire de Bunia, tout en testant les relations entre les variables éduquées. Elle a été soutenue dans la pratique par trois techniques principales de collectes des données. Il s'agit de l'observation participante, l'enquête par questionnaire et la recherche documentaire.

#### **3.1.Observation participante**

L'observation participante a été menée sur le site universitaire, dans les espaces publics tels que la cours, les auditoires, la salle polyvalente et zones vertes. Elle a permis de documenter de manière directe les pratiques quotidiennes liées à la gestion des déchets plastiques, les comportements des membres de la communauté universitaire ainsi que les dispositifs matériels disponibles (poubelles, affiches, infrastructures de tri).

#### **3.2. Questionnaires d'enquête**

Un questionnaire structuré a été administré à un échantillon représentatif composé d'étudiants, enseignants et personnels administratifs. Il comporte des questions fermées à choix multiples permettant de mesurer les niveaux de connaissance, les attitudes et la perception des pratiques éco-citoyens des répondants.

#### **3.3.Recherche documentaire**

La recherche documentaire a permis de mobiliser des ressources secondaires pertinentes pour l'analyse théorique et contextuelle permettant de situer la problématique dans de l'université de Bunia dans une dynamique plus larges de gouvernance environnementale en milieu académique. Elle a porté sur des ouvrages scientifiques, des articles académiques, des rapports institutionnels et des textes réglementaires. Cette technique a été guidée par les principes de la méthode inductive (Quivy R et al., 2006).

#### **3.4.Outils de collecte et d'analyse des données**

Les données de cette recherche ont été recueillies à l'aide de l'application KoBoCollect. Cette application, largement utilisées dans les enquêtes sociales et environnementales, a permis de structurer les questionnaires, de géo localiser les réponses et de centraliser les informations en temps réel sur un serveur sécurisé. Par ailleurs, ces données quantitatives ont été codées et analysées à l'aide du logiciel IBM SPSS Statistics version 20. Ce qui a permis le traitement statistiques descriptifs des données (fréquences, pourcentages, moyennes, écarts-types) et des croisements de variables.

#### **3.5.Terrain et participants**

Cette recherche a été mené au sein de l'université de Bunia, située dans la province de l'Ituri au Nord Est de la RDC. L'histoire institutionnelle de cette institution est emblématique de la politique d'essaimage de l'enseignement supérieur et universitaire décidée par le gouvernement congolais pour décongestionner les pôles académiques historiques (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani) et pour porter l'enseignement supérieur et universitaire à l'arrière-pays. Crée initialement en 1994 sous l'appellation de Centre Universitaire de l'Ituri à Bunia (CUIB) par l'Arrêté Ministériel N°ESU/CABMIN/0133/1994 du 12 janvier 1994 ; l'institution est devenue une extension de l'Université de

Kisangani, le CUEB, par l'Arrêté Ministériel N°EDN/CABMIN/ESU/0021/1997 du 04 octobre 1997. L'érection en institution autonome, l'Université de Bunia a été officialisée par le CUEB a été érigé en UNIBU par l'Arrêté Ministériel N°157/MINESU/CABMIN/MML/EBK/PK/2010 du 27 septembre 2010 ( Dhekana T.M.,2024). S'inscrivant dans la logique de LMD (Licence, Master, Doctorat), l'Université de Bunia organise actuellement son enseignement autour de sept domaines ou faculté assurant une diversité de discipline à savoir les Sciences de l'Homme et de la Société, les Sciences juridiques, Politiques, Administratif, Management et relation internationales, les Sciences économiques et de Gestion, les Sciences Agronomiques et Environnement, les Sciences Psychologiques et de l'Education ainsi que la santé (médecine). Le choix de ce terrain est justifié par le fait l'université est un espace de forte concentration humaine, de consommation significative et par essence, un laboratoire de transformation sociale où l'interrogation des dynamiques de communication environnementale face à la pollution plastique prend tout son sens. L'étude a mobilisé un échantillon de 110 sujets sélectionnés par une approche raisonnée pour assurer la représentativité des profils clés de la communauté universitaire à savoir 80 étudiants, 15 enseignants, 15 enseignants et 15 membres du personnel. La répartition de l'échantillon vise à interroger la perception et l'engagement éco-citoyen des différents acteurs de l'UNIBU face aux enjeux environnementaux sur le campus.

**Tableau 1 : Répartition de l'échantillon selon l'âge et le sexe**

Age		Sexe		Total
		Masculin	Femme	
		F	%	
Moins de 20 ans		9	4	13
		8.2%	3.6%	11.8%
De 20 à 29 ans		18	8	26
		16.4%	7.3%	23.6%
De 30 à 39 ans		30	15	45
		27.3%	13.6%	40.9%
Plus de 40 ans		19	7	26
		17.3%	6.4%	23.6%
Total		76	34	110
		69.1%	30.9%	100.0%

Source : Sources : *Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Le résultat de l'enquête révèle une prédominance masculine, soit 69,1% parmi les répondants, avec une représentation plus forte des tranches d'âge de 20 à 39 ans, soit 40,9%. La faible proportion de des moins de 20 ans, soit 11,8% révèle un besoin d'intensification des actions de communication environnementale dès les premières années universitaires afin de développer une conscience écologique précoce. Par ailleurs, la sous-représentation des femmes, soit 30,9% souligne l'importance d'impliquer davantage les étudiantes dans les initiatives de lutte contre la pollution plastique, afin de favoriser une mobilisation inclusive et durable.

**Tableau 2 : Répartition de l'échantillon selon le statut**

Statut	F	%
Etudiant	80	72,7
Personnel Enseignant	15	13,6
Personnel Administratif	15	13,6
Total	110	100,0

Sources : *Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Les données révèlent que la majorité des participations à l'étude provient du corps étudiant, soit 72,7%, tandis que le personnel enseignant et administratif représente chacun 13,6%. Cette forte proportion d'étudiants traduit le rôle central de la population étudiante dans la dynamique de communication environnementale. Elle montre que les actions de sensibilisation et de mobilisation doivent prioritairement cibler les étudiants, qui constituent la masse critique capable de transformer le comportement et d'impulser des initiatives durables. Toutes fois, la présence non négligeable du personnel enseignant et administratif souligne l'importance d'une approche inclusive où tous les acteurs de la communauté universitaire participent à la lutte contre la pollution plastique, afin de renforcer la cohérence et l'efficacité des stratégies mises en œuvres.

#### 4. Présentation des résultats

Les résultats de cette réflexion sont présentés sous forme des tableaux suivis des brefs commentaires. Il s'agit de :

**Tableau 3 : Connaissance de la pollution plastique**

	Effectifs	Pourcentage
Oui	33	30,0
Non	77	70,0
Total	110	100,0

Sources : *Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Le résultat de ce tableau indique que seulement 30% des enquêtés déclarent avoir des connaissances de la pollution plastique, tandis que 70% n'en ont pas. Cette méconnaissance traduit un manque de sensibilisation majeur au sein de la communauté universitaire et souligne l'importance de mettre en place un programme d'éducation et de communication environnementale pour renforcer la compréhension et encourager les gestes responsables.

**Tableau 4 : Connaissance de la communication environnementale**

		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
Connaissance de la communication environnementale	Oui	f	41	15	67
		%	37,3%	13,6%	60,9%
	Non	f	39	0	43
		%	35,5%	0,0%	39,1%
Total		f	80	15	110
		%	72,7%	13,6%	100,0%

Sources : *Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Les résultats de ce tableau attestent que 60,9% des enquêtés déclarent connaître la communication environnementale, tandis que 39,1% n'en n'ont pas de connaissance. Cette connaissance varie selon le statut des participants. Elle est totale chez les enseignants, soit 100%, majoritaire chez les personnels administratifs, soit 73,3%, mais reste partagée chez les étudiants, soit 51,3 de oui contre 48,7% de non. Le test du khi-carré confirme que cette différence est statistiquement significative, soit  $p < 0,01$ . Ce qui signifie que le statut influence directement le niveau de connaissance et souligne la nécessité de renforcer la sensibilisation chez les étudiants.

**Tableau 5 : Connaissance des dangers des déchets plastiques pour la santé et l'environnement**

Connaissance des dangers des déchets humaine et l'environnement	Effectifs	Pourcentage
Oui	43	39,0
Non	67	60,9
Total	110	100,0

*Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Il ressort de ce tableau une large majorité, soit 60,9% des enquêtés ne reconnaissent pas le danger des déchets plastiques pour la santé humaine et l'environnement, tandis que 39% en sont conscients. Cette forte proportion de méconnaissance traduit un déficit de sensibilisation au sein de la communauté universitaire soulignant ainsi l'urgence de mettre en place un programme d'éducation et de communication environnementale afin d'améliorer la compréhension et encourager des comportements responsables face à la pollution plastique.

**Tableau 6 : Communication environnementale à l'UNIBU**

		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
Pensez-vous que l'université de Bunia communique suffisamment sur les enjeux environnementaux?	Oui	f	38	2	40
		%	34,5%	1,8%	36,4%
	Non	f	42	13	70
		%	38,2%	11,8%	63,6%
Total		f	80	15	110
		%	72,7%	13,6%	100,0%

*Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** La majorité de nos enquêtés, soit 63,6% estiment que l'université de Bunia ne communique pas sur les enjeux environnementaux, contre seulement 36,4% qui pensent le contraire. Ces résultats soulignent un besoin urgent de mettre en place un plan de communication environnementale, particulièrement en impliquant davantage le personnel enseignant et administratif, afin de mobiliser l'ensemble de la communauté universitaire.

**Tableau 7 : Gestion des déchets plastique à l'UNIBU**

		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
		F	1	2	
Pensez-vous que l'université de Bunia gère bien ses déchets plastiques sur le campus ?	Oui	29	1	2	32
	%	26,4%	0,9%	1,8%	29,1%
	Non	51	14	13	78
	%	46,4%	12,7%	11,8%	70,9%
Total		80	15	15	110
		%	13,6%	13,6%	100,0%

*Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Une large majorité des répondants, soit 70,9% considère que la gestion des déchets plastiques à l'université de Bunia n'est pas organisée, contre seulement 29,1% qui la jugent satisfaisante. Le test de khi-carré confirme que cette différence est statistiquement significative, soit  $p<0,05$ . Ce qui montre que la perception varie selon le statut. Ainsi, ce résultat traduit une insatisfaction généralisée et appelle à la mise en place d'une structure de gesticulation des déchets pour améliorer l'engagement éco-citoyen au sein de la communauté universitaire.

**Tableau 8 : Participation aux activités écologiques à l'université de Bunia**

		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
		F	4	9	
Avez-vous déjà participé à une activité environnementale (nettoyage, tri, recyclage ou sensibilisation) au campus de l'Université de Bunia?	Oui	21	4	9	34
	%	19,1%	3,6%	8,2%	30,9%
	Non	59	11	6	76
	%	53,6%	10,0%	5,5%	69,1%
Total		80	15	15	110
		%	13,6%	13,6%	100,0%

*Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Ces résultats révèlent que moins d'un tiers des répondants, soit 30,9% ont déjà participé à une activité environnementale (nettoyage, recyclage ou de sensibilisation) sur le campus de l'université de Bunia, tandis que la majorité, soit 69,1% n'y a jamais pris part. Cette participation est plus faible chez les étudiants, soit 21 sur 80, mais proportionnellement plus élevée chez le personnel administratif, soit 9 sur 15. Ces informations traduisent une implication encore limitée de la communauté universitaire dans les actions environnementales.

**Tableau 8 : Le pourquoi de la non-participation aux activités écologiques à l'université de Bunia**

Si non, pourquoi?		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
Pas d'information sur une telle initiative à l'Université de Bunia	F	26	0	3	29
	%	34,2%	0,0%	3,9%	38,2%
Pas de structure organisatrice de tels événements	F	14	6	6	26
	%	18,4%	7,9%	7,9%	34,2%
Pas d'intérêt	F	19	0	2	21
	%	25,0%	0,0%	2,6%	27,6%
Total	F	59	6	11	76
	%	77,6%	7,9%	14,5%	100,0%

Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20

**Commentaire :** Les principales raisons évoquées parmi ceux qui n'ont jamais participé à une activité environnementale sur le campus, sont les manques d'information, soit 38,2%, l'absence de structure organisatrice des activités environnementales, soit 34,2% et le désintérêt, soit 27,6%. Les étudiants sont particulièrement concernés par le déficit d'information et le manque d'intérêt, tandis que le personnel enseignant et administratif pointe surtout l'absence d'une structure organisatrice. Le test de Khi-carré ( $\chi^2=16,446$  ;  $p<0,002$ ) atteste une différence statistique significative approuvant que les motifs varient selon le statut. Ce qui exige un renforcement de la communication interne et l'instauration d'une structure claire afin de stimuler la participation et réduire le désengagement.

**Tableau 9 : Engagement des enquêtés dans les actions environnementales (lutte contre la pollution plastique)**

Etes-vous prêt à vous engager dans la lutte contre la pollution plastique au campus ?		Statut			Total
		Etudiant	Personnel Enseignant	Personnel Administratif	
Oui	F	43	12	13	68
	%	39,1%	10,9%	11,8%	61,8%
Non	F	37	3	2	42
	%	33,6%	2,7%	1,8%	38,2%
Total	F	80	15	15	110
	%	72,7%	13,6%	13,6%	100,0%

Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20

**Commentaire :** Une majorité des répondants, soit 61,8% se disent prêts à s'engager dans la lutte contre la pollution plastique au campus, tandis que 38,2% ne souhaitent pas le faire. Les étudiants apparaissent plus partagés, alors que le personnel enseignant et administratif manifeste une volonté plus affirmée d'implication. Le test de Khi-carré ( $\chi^2=8,231$  ;  $p<0,016$ ) atteste que cette différence est statistiquement significative approuvant que le statut influence la disposition des enquêtés à s'engager. Ces résultats traduisent ainsi un potentiel de mobilisation réel, mais soulignent aussi la nécessité de renforcer la sensibilisation surtout auprès des étudiants pour consolider un engagement collectif durable.

**Tableau 10 : Proposition pour la lutte contre la pollution plastique sur le campus de l'université de Bunia**

	Effectifs	Pourcentage
Créer une structure spécialisée de gestion et recyclage des déchets à l'université de Bunia	11	10,0
Installer des poubelles publiques dans tous les coins du campus de l'université de Bunia	42	38,2
Former et sensibiliser régulièrement sur les enjeux de la bonne gestion des déchets plastiques en milieu universitaire	57	51,8
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>100,0</b>

*Sources : Nos calculs sur base du logiciel SPSS 20*

**Commentaire :** Les résultats attestent que la majorité des répondants recommandent les actions de sensibilisation et de formation régulières, soit 51,8% pour améliorer la gestion des déchets plastiques à l'université de Bunia. Une part importante, soit 38,2% recommande l'installation des poubelles publiques dans tous les coins du campus, tandis qu'une minorité, soit 10%. Ces résultats soulignent que la communauté universitaire considère la sensibilisation comme le levier principal pour changer les comportements mais reconnaît aussi l'importance d'un cadre organisationnel et d'outils concrets pour rendre la gestion des déchets plastiques plus efficaces.

## 5. Discussion des résultats

Le résultat de cette étude confirment en grande partie l'hypothèse de départ selon laquelle l'accumulation des déchets plastiques dans l'enceinte de l'université de Bunia résulte non seulement d'un déficit structurel, mais également d'un manque de sensibilisation. En effet, les données des tableaux 3 et 5 révèlent une méconnaissance généralisée des enjeux de la pollution plastique, soit 70% et à ses dangers pour la santé et l'environnement, soit 60,9%. Ce constat traduit une conscience écologique superficielle et rejoint les idées de LIBAERT Thierry (2016) et Kane (2016) qui consacre la communication environnementale comme une médiation entre les savoirs scientifiques, institutions et citoyens et sur la nécessité de contextualiser les messages pour transformer les représentations. De même le tableau 6 montre que la majorité des enquêtés estime que l'université ne communique pas suffisamment sur les enjeux écologiques, soit, 63,6%, corroborant les analyses de Traoré Kassoum (2007), qui souligne l'absence d'un programme cohérent d'éducation environnementale limite la portée des initiatives durables. Le fait que les étudiants, pourtant acteurs centraux de la vie universitaire, soient moins informés, limite les initiatives écologiques. Ainsi, la problématique initiale qui interrogeait la capacité de la communication environnementale à renforcer l'engagement éco-citoyens et à améliorer la gestion des déchets plastiques en milieux universitaire, trouvent ici sa réponse.

Par ailleurs, les résultats du tableau 7 indique que la gestion des déchets plastiques à l'université de Bunia est jugée non organisée par plus de 70% des répondants. Ce qui confirme les observations de SANE cité par Oulai JC (2016) sur les difficultés structurelles rencontrées par les villes du tiers monde dans la collecte et l'élimination des déchets solides. Enfin, le tableau 8 révèle une faible participation aux activités écologiques, soit 30,9% illustrant une mobilisation limitée, principalement due au manque d'information et de structures organisatrices. Ce qui s'oppose à la conception au rôle centrale des étudiants dans la dynamique de changement, mais aussi leur faible mobilisation en contradiction aux attentes théorique de l'éco-citoyenneté formulée par Rosanvallon (2000).

Ces résultats valident les objectifs de l'étude, qui visaient à identifier les facteurs explicatifs de l'accumulation des déchets plastiques et à montrer en quoi la communication environnementale

peut favoriser une gestion durable et participative. Ainsi, la communication environnementale constitue un levier stratégique de transformation des comportements, mais son efficacité reste conditionnée par l'existence des dispositions institutionnels, de politiques claires et d'une gouvernance participative afin de contribuer à l'atteinte des ODD 12 et 13.

## 6. Conclusion

Centrée sur la problématique de la pollution plastique en milieu universitaire et du rôle de la communication environnementale dans la transformation des comportements, cette recherche a confirmé que la pollution plastique à l'université de Bunia est liée à un déficit de sensibilisation et à l'absence des dispositifs institutionnels des gestions, validant ainsi l'hypothèse de départ. Sur le plan scientifique, l'étude enrichit la réflexion sur la gouvernance environnementale en Afrique en montrant que la communication environnementale est un levier essentiel pour transformer les représentations et renforcer l'éco-citoyenneté. Ses principaux apports résident à l'identification des obstacles institutionnels, la mise en lumière du rôle central des étudiants et la nécessité d'une approche inclusive. Ses limites résident sur le fait qu'elle se focalise uniquement sur une seule institution et à l'usage d'une approche quantitative ouvrant ainsi des perspectives pour des recherches comparatives et qualitatives dans d'autres universités. Elle soulève aussi d'autres questions sur l'efficacité des stratégies participatives et l'usage des outils numériques pour la sensibilisation écologique. Ainsi la réflexion propose aux autorités académiques d'intégrer la communication environnementale dans la politique de gestion et de fournir les moyens logistiques y afférents, aux corps enseignants d'inclure la sensibilisation écologique dans leurs contenus pédagogiques, aux étudiants de s'impliquer activement dans les initiatives vertes sur le campus et aux partenaires extérieurs (ONG, Mairie, entreprises...) d'apporter leurs appuis techniques, financiers et organisationnels afin de transformer la conscience écologique en pratique concrète et durables.

## 7. Références

- [1] Auddouin. A. Courtois A. & Rambaud-Paquin A. (2010). *Communication responsable : Intégrer le développement durable dans le métier de communication*. Edition d'organisation, Paris.
- [2] BOURG D. et Whiteside.K., (2010). *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, Le savant et le politique*, Paris, édition Seuil, p.103.
- [3] VILLE PROPRE Service, (2023) *Gestion de déchets plastique en ville de Bunia, Conférence scientifique à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la journée mondiale de l'environnement et développement durable sur le thème tous pour une gestion participative des déchets plastique*, Bunia, 05 juin, p. 16.
- [4] Castellani, A., & Vigouroux, B. J., (2019), *Les recherches en communication environnementale. Communication-Information, médias, théories, pratiques*, p.5
- [5] FURAHA A.S., (2021), *De la gestion des déchets solides générés par les ménages au Quartier Ngezi dans la ville de Bunia/Province de l'Ituri*, Mémoire de Master Professionnel, Inédite, Technique d'Aménagement Forestier, Ecole Régionale Postuniversitaire d'Aménagement et de Gestion Intégrée des Forêts et territoires tropicaux, p.55.
- [6] KASSOUM, T, (2007), *De la Sensibilisation des Populations à la Gestion de l'Environnement Urbain dans les Quartiers Précaires De la Ville d'Abidjan, In Etude de la population, africaine/Africain Population Studies, (UEPA/UAPS), ISBN 0850-5780, vol. 22 n°2, p.147-166* , Disponible sur <https://aps.journals.ac.za/pub/article/view/333>,
- [7] LIBAERT T., (sous la direction de), (2016), *La communication environnementale*, Paris, éditions CNRS, p.231.

- [8] Ministère de l'Environnement, (2011), Loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement en République Démocratique du Congo, p ;31.
- [9] SANE cité par OULAI JC., (2016), *Engagement comportemental comme stratégie de communication dans la gestion de déchet ménagers en Côte d'Ivoire*, dans la revue sciences, langage et communication, Volume 1, No 3, Disponible sur <https://revues.imist.ma/index.php/SLC/article/view/6281>.
- [10] PNU-E, (2023), Guide pratique pour la solution à la pollution plastique, Nairobi, p.37.
- [11] Quivy R et CAMPENHOUDT.V. L, (2006). *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, 2<sup>ème</sup> éd., Dunod, 256 p.
- [12] Dhekana T.M. (2024). *Université de Bunia, 25 ans après. Vie de l'institution, Défis et perspectives*, Kinshasa, édition Paulines, p.376
- [13] ROSANVALLON P., (2000). *La démocratie inachevée*, Paris, édit, Gallimard, p.456.
- [14] CARSON R., (1963). *Printemps silencieux trad de Silent Spring*, cité par Jean-Francois GRAVRAND, Paris, édition Plon, p287.
- [15] DOREST J., (1965), *Avant que la nature meure*, édition Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, p.422.
- [16] Robert-Vincent J. et Beauvois JL., (2002), *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, Presse universitaire de Grenoble, 2<sup>ème</sup> édition, p.288.
- [17] KANE.O., (2016). *La communication environnementale : enjeux, acteurs et Stratégies*, Paris, édition Harmattan, p.138.